

Coopération internationale en vue des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

L'Assemblée se penchera sur des questions d'ordre juridique, technique et sécuritaire liées à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace. Elle examinera par ailleurs un projet de traité devant régir l'exploration et l'utilisation de la Lune et des autres corps célestes. Le Canada a joué un rôle déterminant dans l'amorce du débat sur l'utilisation des sources d'énergie nucléaire dans l'espace, à la suite de l'incident du Cosmos 954.

Relations Nord-Sud

En dépit d'un certain nombre de réalisations positives, les pays en développement demeurent insatisfaits de l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue le printemps dernier. Cela tient au fait qu'ils sont eux-mêmes divisés (notamment sur les questions énergétiques) et qu'ils prévoient que la conjoncture économique difficile limitera la capacité d'aide des pays industrialisés. Il y a une nette possibilité que les tensions renaissent après plusieurs années de collaboration sur des sujets particuliers.

On s'attend que l'Assemblée examine un projet de stratégie de développement international pour la prochaine décennie et évalue les progrès réalisés à ce jour au regard de la mise en oeuvre du nouvel ordre économique international, de la coopération entre pays du tiers monde et de la participation des femmes au processus de développement. Il se peut par ailleurs que l'Assemblée décide d'examiner une proposition du Sommet des non-alignés visant la création d'un nouvel organisme au sein duquel seraient débattues des questions relatives à l'économie mondiale.

Le Secrétaire général présentera son rapport sur la Conférence sur la science et la technique au service du développement, qui vient d'achever ses travaux à Vienne.

Droits de la personne et réfugiés

L'Assemblée étudiera des questions relatives aux droits de la personne ainsi que le problème du racisme (sujet litigieux en raison des constants efforts déployés pour assimiler le sionisme à une forme de racisme, efforts auxquels le Canada s'est d'ailleurs régulièrement opposé). D'une manière générale, le Canada s'est surtout attaché à l'élaboration de mécanismes propres à dissuader les gouvernements de violer les droits de leurs citoyens. La question des droits de la personne au Kampuchea (Cambodge) a été inscrite à l'ordre du jour.